



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 5/8/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ÉOLIENNES DE MARNE ET MOSELLE

57220 Niedervisse

Références : NIEDERVISSE_PE-NIEDERVISSE_2024-08-05_RAPVI_DNE_00038

Code AIOT : 0006209262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 juillet 2024 dans l'établissement ÉOLIENNES DE MARNE ET MOSELLE implanté à Niedervisse (57220). L'inspection a été annoncée le 28 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite en objet fait suite à la visite du 25 novembre 2022 ayant notamment conduit à l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°2023-29 du 10 février 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉOLIENNES DE MARNE ET MOSELLE
- 57220 Niedervisse
- Code AIOT : 0006209262
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société ÉOLIENNES DE MARNE ET MOSELLE exploite un parc éolien sur la commune de Niedervisse (57). Ce parc, constitué de 6 éoliennes de type GAMESA G80 d'une puissance unitaire de 2 MW et d'une hauteur bout de pale de 107 mètres (diamètre du rotor de 80 mètres), a été mis en service le 22 février 2008.

Par ailleurs, l'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2021-49 du 19 mars 2021 modifié à procéder au renouvellement de son parc de Niedervisse : les 6 éoliennes actuelles seront remplacées par 5 éoliennes d'une puissance unitaire maximale de 4,2 MW, d'une hauteur maximale bout de pale de 150 mètres et d'un diamètre maximal du rotor de 117 mètres.

Les activités du site sont également réglementées par les dispositions de l'arrêté ministériel éolien du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980.

Contexte de l'inspection :

- Suivi des échéances

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Démantèlement ancien parc	AP Complémentaire du 19/03/2021 modifié, article 3 (partiel)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 15-II (partiel)	Mise en demeure	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Liste des systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 18-III (partiel)	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, la mise en demeure du 10 février 2023 susvisée ne peut être considérée comme levée.

Cependant, l'inspection ne propose pas de sanctions administratives dans l'immédiat dans la mesure où le site n'est actuellement plus exploité (démantèlement et reconstruction en cours).

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection dans un délai d'un mois suivant la date du présent rapport :

- la date effective du démarrage du démantèlement du parc tel que prescrit à l'article 3 susvisé de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2021 modifié susvisé ;
- une copie du registre (point de contrôle n°2) comportant l'ensemble des éléments prescrits à l'article 15-II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé ;
- le fichier dédié au parc éolien de Niedervisse listant les différents systèmes instrumentés de sécurité (point de contrôle n°3) et complété par l'ensemble des informations requises par les dispositions de l'article 18-III de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, notamment la fonctionnalité et la fréquence des tests.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Démantèlement ancien parc

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2021 modifié, article 3 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Démantèlement ancien parc
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant informera l'Inspection des Installations Classées de la date de démarrage des travaux

de démantèlement et de la date de mise en service du parc renouvelé.
<p>Constats :</p> <p>Le site n'étant pas exploité actuellement et le chantier de démantèlement et reconstruction étant à l'arrêt, l'exploitant a averti l'inspection qu'il ne se rendrait pas sur place le 23 juillet 2024 mais que son déplacement sur site pourrait avoir lieu à la reprise du chantier.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a notamment constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au droit de l'emprise de l'éolienne E2 : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la présence d'une base de vie inoccupée au moment de la visite ; ◦ l'absence des anciennes éoliennes E2 et E1 ; ◦ l'absence de mâts (fixés ou stockés sur cette emprise) ; ◦ la présence de pales et a minima d'une nacelle et d'un moyeu d'aspects neufs stockés sur l'emprise du site E2 ; • au droit de l'emprise de l'ancienne éolienne E5 : <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'absence de ladite E5 ; ◦ une zone dédiée à des déchets de démolition (type béton) pouvant correspondre au démantèlement des fondations de l'ancienne éolienne E5 puisqu'un nouvel emplacement a été acté par l'arrêté préfectoral susvisé dans le cadre du renouvellement du parc ; ◦ la présence de nouvelles fondations pouvant correspondre au nouvel emplacement de l'éolienne E5 ; ◦ l'absence d'activité sur la zone concernée ; ◦ l'absence de mâts (fixés ou stockés sur cette emprise) ; ◦ la présence de pales et a minima d'une nacelle et d'un moyeu d'aspects neufs stockés sur l'emprise du site E5 ; • en direction de l'emplacement des anciennes éoliennes E3 et E4, un paysage sans aérogénérateur ; • la date effective du commencement des opérations de démantèlement n'a pas été notifiée à l'inspection.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection dans un délai d'un mois suivant la date du présent rapport, la date du démarrage effectif du démantèlement du parc tel que prescrit à l'article 3 susvisé de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2021 modifié susvisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Exercice d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 15-II (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il [...] procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 25 novembre 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant avait notamment déclaré : <ul style="list-style-type: none"> ◦ qu'aucun exercice d'entraînement n'a été effectué pour son parc de Niedervisse ; ◦ ne pas posséder de registre à cet effet, son parc n'ayant pas connu d'accident/d'incident ; • l'inspection avait proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions relatives à la réalisation d'un exercice d'entraînement telles que définies à l'article 15 de l'arrêté ministériel susvisé, à savoir la réalisation d'un exercice

d'entraînement en lien avec des situations d'urgence (incendie, survitesse, chute d'une pale, etc.). L'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 10 février 2023 susvisé prévoit en son article 1, un délai de 3 mois à compter de sa notification, soit le 10 mai 2023 pour le retour à la conformité sur ce point.

Précédemment à la visite de ce jour, l'exploitant a transmis à l'inspection un compte-rendu établi le 24/02/2023 portant sur l'exercice Incendie réalisé le 22/02/2023 sur ce parc éolien.

L'inspection constate notamment :

- ce rapport conclut que l'exercice s'étant déroulé comme attendu par les procédures à appliquer, aucune action corrective ne sera mise en place ;
- ce rapport indique explicitement que le compte-rendu de cet exercice sera consigné dans le registre dédié prescrit articles 15-II susvisé ;
- l'exploitant n'a pas transmis copie dudit registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection dans un délai d'un mois suivant la date du présent rapport, une copie du registre comportant l'ensemble des éléments prescrits à l'article 15-II susvisé de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Liste des systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 18-III (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2023

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. [...]

Constats :

Lors de la précédente visite du 25 novembre 2022, il avait notamment été constaté :

- existence d'un listing des différents systèmes instrumentés de sécurité (SIS) ;
- ce listing se trouve en seconde et dernière page du fichier nommé "Tableau contrôles ICPE par Gamesa"
- les fonctionnalités de ces SIS et leurs fréquences de tests ne sont pas renseignées dans ce fichier.

Vu le document transmis par l'exploitant préalablement à la visite de ce jour, l'inspection constate que le listing des SIS nouvellement transmis concerne uniquement un autre parc éolien dit « Parc de Bambesch ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois suivant la date du présent rapport, le fichier dédié au parc éolien de Niedervisse listant les différents systèmes instrumentés de sécurité complété par l'ensemble des informations requises par les dispositions de l'article 18-III de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, notamment la fonctionnalité et la fréquence des tests.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016 modifié, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Établissement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2023
Prescription contrôlée : <p>Le document attestant de la constitution de la garantie financière est délivré selon le modalités prévues à l'article R.553-2 du Code de l'Environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé. Les documents attestant de la constitution de la garantie financière sont transmis au Préfet de département au moins trois mois avant chaque échéance prévue par la réglementation en vigueur.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite du 25 novembre 2022, il a été notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• rappelé à l'exploitant que le document attestant de la constitution de la garantie financière doit être transmis au préfet de département au moins trois mois avant chaque échéance prévue par la réglementation en vigueur. ;• demandé à l'exploitant de transmettre son acte de cautionnement en vigueur à la préfecture de Moselle avant le 15 janvier 2023. <p>Lors de la visite de ce jour, l'inspection constate que l'acte de cautionnement original susvisé, couvrant la période du 26 août 2020 au 25 août 2025 pour un montant de 326 370 €, a été :</p> <ul style="list-style-type: none">• transmis par l'exploitant par courrier du 13 janvier 2023 à la préfecture de Moselle ;• réceptionné par ce service en date du 16 janvier 2023. <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite